

Suivre ce qui se passe à la Duchère : formes d'engagement et ressorts du public au sein du Groupe de Travail Interquartiers

Laetitia OVERNEY,
Docteure en sociologie et en anthropologie, Lyon 2, Centre Max Weber.

laetitia.overney@laposte.net

La communication propose d'interroger, dans une approche pragmatique, les relations entre la participation et les formes d'attachement que des habitants nouent avec leur quartier, à partir d'une recherche conduite dans un collectif, le Groupe de Travail Interquartiers (GTI) de la Duchère, un grand ensemble lyonnais. La participation au GTI consiste à *suivre ce qui se passe dans le quartier* : les habitants perçoivent des problèmes et viennent lancer l'alerte lors de réunions publiques mensuelles en interpellant différents responsables institutionnels invités autour de thèmes variés. Nous proposerons de suivre et de décrire leurs épreuves de vigilance : comment ces épreuves constituent-elles une ressource et une force critiques dans l'espace urbain ?

En présentant une cartographie de la présence dans et au quartier des habitants, cette recherche nous amènera dans un premier temps à reconsidérer le rapport au monde spécifique qui peut se déployer à travers ce type d'engagement dans la localité et son potentiel politique fort. Dans un second temps, nous explorerons les ressorts du public suscité par le GTI : la sensibilité et la plasticité.

**The inhabitants' experiencing vigilance : an analys of public engagement in the collective
« Groupe de Travail Interquartiers » in a disadvantaged neighbourhood**

By focusing on an inhabitants' collective (Le Groupe de Travail Interquartiers-GTI) in a disadvantaged neighbourhood in Lyon's suburb called « La Duchère » and by employing a pragmatist perspective, the paper offers a sociological analysis of the inhabitants' experiencing vigilance and of the practical conditions of emergence and exercise of public critic. Inhabitants follow what's going on in the neighbourhood ; their alarms alert authorities deemed able to settle the problems. This paper focuses on the specific relationship to the world that can spread through this type of locality engagement. It analyses two characteristics of the public composed in this collective GTI : sensivity and plasticity.

Suivre ce qui se passe à la Duchère : formes d'engagement et ressorts du public au sein du Groupe de Travail Interquartiers

Laetitia OVERNEY

Cette contribution propose d'interroger les relations entre la participation et les formes d'attachement que des habitants nouent avec leur quartier. Elle s'appuie sur une recherche conduite dans le cadre d'une thèse de sociologie auprès d'un collectif d'habitants, le Groupe de Travail Interquartiers (GTI) de la Duchère, un grand ensemble situé dans le 9ème arrondissement de Lyon (Overney, 2011).

Ce collectif est créé par quelques habitants en 1986 pour faire entendre leur voix dans un projet de réhabilitation HLM. Il participe alors avec les techniciens de l'opération à des ateliers de travail consacrés aux différents programmes d'intervention sur le bâti¹. La réhabilitation achevée, ce groupe continue à se réunir, chaque mois, autour de différents thèmes par exemple « la propreté des espaces publics », « les écoles à la Duchère », ou encore « l'animation en direction des jeunes », etc.

Les rencontres mensuelles sont animées par un noyau de trois ou quatre habitants, chargés en outre de contacter et d'inviter des acteurs institutionnels. Des habitués viennent régulièrement, et d'autres habitants se joignent au collectif seulement lorsque l'ordre du jour les intéresse directement ou lorsqu'ils ont un problème particulier à soulever².

Au cours des réunions, les participants parlent des problèmes qu'ils repèrent dans le quartier et demandent des réponses. Ils signalent par exemple des locaux à encombrants qui ne sont plus vidés depuis des semaines, dénoncent l'absence d'éducateurs de prévention spécialisée ou encore s'inquiètent du sort réservé aux locataires qui vont devoir quitter leur logement voué à la démolition dans le cadre du Grand Projet de Ville amorcé à la Duchère en 2003. Autrement dit : ils donnent l'alerte soit directement aux responsables institutionnels invités aux réunions (élus, bailleurs, travailleurs sociaux, chargés de projet politique de la ville, techniciens), soit via des courriers et des communiqués qu'ils leurs envoient. Ces alertes permettent de constituer une présence et une parole publiques des habitants.

Cette forme d'engagement est problématisée par la sociologie pragmatique de la prévention des risques dans le domaine de l'environnement. Celle-ci se propose de décrire les compétences mises en œuvre par des citoyens ordinaires qui s'alarment des évolutions de leur cadre de vie et qui

¹ Le collectif travaille notamment sur l'aménagement des squares, le plan de certains appartements réhabilités, les couleurs des façades des immeubles ; il suit le déroulement des travaux et les nuisances occasionnées. Il prend aussi part au renouvellement des noms des rues de la Duchère.

² Le collectif est à géométrie variable : chaque mois entre trente et soixante habitants se réunissent.

interpellent les instances supposées pouvoir agir (Chateauraynaud ; Torny, 2009)³. L'alerte relève ainsi d'opérations critiques, définies comme « toute une série d'actes qui visent à préciser, établir ou rappeler ce qui dans la situation particulière est de l'ordre de l'acceptable » (Dodier, 2005 : 10). Elle doit pouvoir s'appuyer sur « un exercice de la vigilance » (Chateauraynaud ; Torny, 2009 : 39), fondé sur des perceptions effectuées au contact des choses et des personnes, ainsi que sur des jugements bâtis sur des représentations et des systèmes de valeurs (Chateauraynaud, 2006a). Cette notion de vigilance remet « au coeur de la sociologie l'expérience dans le monde sensible » (Chateauraynaud, 2006b : 62). Francis Chateauraynaud rapproche la notion de citoyenneté de celle de vigilance, « cette contrainte de suivre les choses, de continuer à participer » (Chateauraynaud, 1999 : 21). La vigilance endosse et assure une présence éveillée au monde.

Au GTI, les alertes dénoncent le défaut de prise en charge institutionnelle des problèmes que les habitants voient surgir, se répéter, s'envenimer, ou encore une prise en charge jugée inadéquate, mais aussi des projets urbains aux conséquences incertaines et inquiétantes. La participation au GTI consiste à suivre ce qui se passe dans le quartier.

Décrire la vigilance à travers ses *épreuves* traduit l'attention pragmatiste à la matérialité des expériences, au « réalisme » des appréciations de l'environnement auxquelles s'adonnent les personnes (Thévenot, 2006). La sociologie pragmatique cherche à comprendre « comment les acteurs s'y prennent pour éprouver le monde » (Dodier, 2005 : 12). La notion d'épreuve offre un cadre analytique pour saisir comment les habitants se construisent des *prises*⁴ sur leur environnement, repèrent des problèmes, stabilisent, développent ou manquent de ressources dans différentes situations pour comprendre ce qui se passe. La critique publique au GTI prend appui sur l'observation directe du milieu et des relations de voisinage, mais aussi sur des positions plus abstraites ; elle émerge depuis les différentes relations que les habitants entretiennent avec leur environnement, depuis le très près (avec sa cage d'escalier, son immeuble) jusqu'aux relations plus lointaines (avec d'autres immeubles, avec des idées et des valeurs concernant le « logement social », « la banlieue »). Le travail d'enquête et d'analyse conduit dans notre thèse a donc consisté à suivre et à décrire ces épreuves de vigilance : quelles expériences collectives et individuelles des acteurs soutiennent la vigilance ?

³ Ce courant de recherche s'attèle à une critique de ce qu'il est convenu d'appeler « la société du risque », configuration dans laquelle responsables officiels et experts détiendraient le monopole du « faire attention ». Il réhabilite les compétences des citoyens ordinaires à comprendre les situations dans lesquelles ils se trouvent : « Tout êtres quel que soit le contexte social développe des formes de vigilance » (Chateauraynaud, 1999 : 14)

⁴ Dans la sociologie pragmatique, la *prise* désigne pour les acteurs les modalités effectives d'accès au monde qui les entoure et aux problèmes qui peuvent affecter leur milieu. Elle relève d'« une capacité d'attention (...) capable de mobiliser des sens très différents ; cela signifie que l'on est en mesure d'entendre ce qui est dit, de discerner ce qui se met en place (...), on accède à des détails au sens visuel du terme, on appréhende leur agencement, ce qu'ils contiennent potentiellement ; on est en mesure de toucher avec tact, d'aller au contact des choses (...). » (Chateauraynaud, 1999 : 13)

Il convient au plan théorique de restituer les dynamiques participatives dans une sociologie liant sociologie politique et ethnographie urbaine (Joseph, 2007a) pour rendre compte des divers cheminements qu'emprunte la vigilance. Les alertes et les expertises que formulent les habitants rencontrés à la Duchère peuvent être qualifiées en termes d'*enquêtes* telles que l'entend John Dewey en définissant la politique d'abord comme expérimentation directe du milieu (Dewey, 1967) (Zask, 2003). Le philosophe porte une attention particulière aux moyens concrets de l'enquête, à la réflexivité au travail :

« les enquêtes entrent dans toutes les sphères de la vie et dans tous les aspects de ces sphères. Dans le cours ordinaire de l'existence, les hommes examinent ; ils font intellectuellement le tour des choses, ils infèrent et jugent (...).Il appartient à la nature même de la situation indéterminée qui provoque l'enquête d'être *en question*, (...) troublée. » (Dewey, 1967 : 166 ; 170)

Comment ces épreuves de vigilance constituent-elles une ressource et une force critiques dans l'espace urbain ? Pour le dire encore autrement : par quels moyens les habitants font-ils de leur *vie* dans le quartier une *enquête* ? Nous explorerons cette présence dans et au quartier des habitants ainsi que ses enjeux en deux temps : nous reviendrons d'abord sur les formes d'engagement déployées, et ensuite sur les ressorts du public qui se constitue à travers ces enquêtes.

*

1. Formes d'engagement dans la localité

1.1 Trois régimes de vigilance

Nous proposerons tout d'abord une cartographie de cette présence. La vigilance qui s'éprouve au GTI se loge dans un processus continu de circulation des habitants à travers la variété de leurs expériences du quartier, constituées dans des temps et des lieux différents. En effet, dans le cours de leurs enquêtes, ils puisent dans l'histoire de la Duchère depuis les années 60 qui faisait à l'époque figure de ville nouvelle. Mais ils s'appuient aussi sur leurs expériences ordinaires du quartier, et enfin, sur leurs expériences du travail social, comme professionnel, bénévole ou usager. Nous avons ainsi saisi les formes de la vigilance à travers trois régimes : un régime d'historicité, un régime de quotidienneté et un régime de réflexivité. Cette typologie permet de rendre compte de la variété des épreuves de vigilance. A chaque régime correspond un ensemble composite de ressources caractérisant une manière distinctive de mener l'enquête⁵.

⁵ Nous nous référons ici à la sociologie des régimes d'engagement développée notamment par Laurent Thévenot et Luc Boltanski : celle-ci traduit un souci méthodologique de distinguer différents « plans » dans l'action et de

Un régime d'historicité : l'hagiographie de la ville nouvelle

Au GTI, les habitants inscrivent leur vigilance dans une temporalité longue. Ceux qui ont créé le collectif et qui animent les réunions déclarent que depuis la construction du grand ensemble, « la Duchère s'est toujours débrouillée toute seule », « les habitants ont été habitués à s'occuper du quartier ». Ils se présentent comme des « mêmes têtes », comme ceux qui ont toujours été là, présents au quartier. Certains sont venus volontairement habiter la Duchère pour construire une ville nouvelle « idéale ». Ce grand ensemble faisait en effet figure d'un site d'expérimentation d'un vivre-ensemble en mixité sociale. La construction de cette cité se proposait d'échapper aux problèmes des grandes réalisations urbaines précédentes. Et les pionniers continuent aujourd'hui d'investir le quartier de différentes qualités sociales, urbanistiques et politiques qui le rendent à nul autre pareil : une mixité sociale, des équipements collectifs, une vie associative riche, une solidarité forte. Ils ont maintenu un éveil au quartier parce que cette cité devait rester un idéal à protéger.

Au GTI, lors des réunions, les habitants mettent en récit la ville nouvelle, ils s'en font les hagiographes. Ils activistent les éléments exemplaires de l'expérimentation, les leçons historiques à retenir pour donner du sens aux problèmes et faire des propositions pour les enrayer. Ainsi, dans les années 2000, le GTI proteste contre les démolitions prévues par le Grand Projet de Ville, la diminution de 20% des logements sociaux et la construction d'immeubles de haut-standing. Pour dénoncer, selon leurs termes, une « politique bulldozer » ou le « business de l'urbanisme », les habitants réactivent les théories sociologiques de la ville nouvelle, expliquant que le « bien » vivre-ensemble réside dans une diversité du peuplement associée à un projet social avec des équipements collectifs. Le GTI lutte par exemple pendant près de deux ans avec des locataires contre la démolition d'un immeuble qui respecte les quotas de mixité sociale mais que l'aménageur a décidé de démolir pour créer un axe de communication reliant directement la ville de Lyon à l'auto-route. Plus largement, le collectif dénonce l'insuffisance du projet social associé à l'intervention sur le bâti, et rappelle la nécessité de créer des liens entre les habitants issus de milieux différents.

conserver ainsi la complexité du terrain en décrivant la manière dont le problème de l'action se pose, effectivement et diversement, aux personnes. Cette sociologie rend compte des différentes situations auxquelles sont confrontées les personnes et leur reconnaît une pluralité de modes d'action. Selon Philippe Corcuff, ce projet s'oppose aux « sociologies bulldozer », qui, une fois passées sur le terrain, l'aplanissent : « Tout a été *rabattu sur le même plan*, souvent en rabattant l'ensemble des situations sur un type de situation. La sociologie des régimes d'actions à l'inverse vise à retrouver les aspérités du terrain. (...) Dans cette sociologie, les acteurs ont des identités plurielles. » (Corcuff, 1998)

Un régime de quotidienneté : l'observation

La vigilance s'incarne aussi dans une épreuve ordinaire d'observation du quotidien. L'enquête repose là principalement sur une présence corporelle dans le quartier, une expérience de l'espace et des déplacements physiques : les habitants *voient* des problèmes, *entendent* des voisins se plaindre ; ils repèrent dans le cours de l'existence des détails qui leur servent d'analyseurs pour comprendre la vie sociale ainsi que l'état des relations entre les habitants et les institutions : ils dénoncent par exemple régulièrement des dysfonctionnements en série dans les immeubles comme signes du désinvestissement des bailleurs ; ils disent aussi comment des barrières et des digicodes installés à l'entrée des bâtiments dans le cadre de la résidentialisation ne facilitent pas les contacts entre les habitants. Ce régime de vigilance mobilise aussi des témoins *ad hoc* du quotidien (comme une association de locataires faisant régulièrement du porte-à-porte ou des gardiens d'immeuble) qui vont au domicile de personnes les plus retirées de l'espace public, les plus isolées, comme les personnes âgées.

Un régime de réflexivité : le déconfinement de l'action sociale

Enfin, la vigilance passe par un suivi du travail social. Le collectif veille aux problèmes sociaux mais aussi aux modalités de leur traitement à la Duchère. Dans l'enquête, les habitants mobilisent leur propres expériences internes des équipements, les propositions de la ville nouvelle en la matière, ainsi que des échanges réguliers avec leur voisinage. Le GTI « déconfinement » l'action sociale, il met en questionne les bornes de celle-ci : qui a voix au chapitre dans ce domaine ? Quels problèmes sont à prendre en compte ? Suivant quelles méthodes ? En invitant régulièrement des professionnels pour rendre compte de leur travail (responsables des structures, animateurs, éducateurs de prévention spécialisée, etc), le GTI ouvre l'action sociale aux jugements des habitants. Ainsi, par exemple, des participants ont pu contester la fermeture temporaire, après l'agression d'un animateur, d'un point d'accueil pour les adolescents et interpeller le directeur concernant sa décision.

Les modalités de fonctionnement du GTI font l'objet dès l'origine d'une réflexivité. Les fondateurs interrogent leurs expériences associatives précédentes pour penser la consistance à donner à ce nouvel espace de participation. Le confinement dénoncé en 1986 a trait notamment à ce que ces habitants nomment « l'esprit boutique » des équipements ou des associations, c'est-à-dire la catégorisation de l'action sociale. Les créateurs du GTI préfèrent alors une structuration informelle plutôt qu'un statut associatif. L'activité associative parce qu'elle catégorise tel ou tel type d'activités

ou de bénéficiaires ne permet pas une ouverture dans l'enquête à « tout ce qui nous arrive ». Le GTI n'étant pas financé, il n'a pas à proposer de projet *a priori*. La participation y est libre : les habitants n'ont pas besoin de s'inscrire ou de verser une cotisation pour venir soulever un problème. Par la dénomination même choisie – le groupe de travail *inter-quartiers* –, les fondateurs proposent que les problèmes des populations des quatre sous-quartiers qui composent la Duchère – le Plateau, le Château, Balmont et la Sauvegarde – puissent être suivis au GTI. Le terme remet en cause le découpage normatif imposé par le projet urbanistique (quatre sous-ensembles) et prolongé par les politiques sociales (deux Centres sociaux répartis sur le territoire pour prendre en charge des problèmes ciblés, l'un se concentrant sur les classes moyennes vivant majoritairement au Plateau, l'autre sur les plus précaires résidant à la Sauvegarde). Dénommer ainsi le GTI, c'est reconnaître un écart entre les sous-quartiers et investir précisément cet écart, en créant un collectif qui se propose de constituer « le quartier » en bien commun. Autrement dit : le GTI doit faire apparaître en 1986 des problèmes communs – la dégradation du bâti, les nuisances liées aux travaux de réhabilitation, la paupérisation du quartier –, et (re)fabriquer du commun – des réunions communes pour proposer des aménagements, des actions de solidarité. Le GTI entreprend ainsi dès sa création une redéfinition des « collectifs » à prendre en charge.

Les habitants tiennent aussi à intervenir directement et de façon autonome dans l'action sociale. Par exemple, un animateur du GTI a organisé une prise en charge administrative hors cadre institutionnel pour une voisine. Alerté par la gardienne, il bricole⁶ un accompagnement ajusté à la situation de cette femme veuve (qui ne parlait qu'arabe, ne comprenait pas les démarches à effectuer au décès de son mari). Cet habitant s'occupe du dossier RMI de la dame ; mais autour du dossier, c'est bien un soutien psychologique et social qui s'organise dans le voisinage.

1.2 Circulations

Au cours de leurs enquêtes, les habitants combinent ces différentes ressources et compétences. Nous reviendrons ici sur un exemple en écoutant le récit d'enquête et l'analyse que fait Nana, l'une des fondatrices du GTI, concernant le Grand Projet de Ville. Sa critique des politiques urbaines en passe par un retour dans le passé de la Duchère, et cette habitante actualise les propositions historiques de la ville nouvelle au gré de ses observations de la vie quotidienne.

Nana raconte son emménagement à la Duchère au début des années 60. Comment envisageait-elle

⁶ La notion de bricolage est employée ici dans un sens noble, celui défini notamment par Claude Levi Strauss, comme un art de la composition impliquant une intelligence fine des situations. Consolidée au fil des expériences, cette pratique relève d'une compétence à innover au quotidien.

le quotidien dans son immeuble – les Érables – composé d'une moitié d'appartements en copropriété et d'une autre de logements en location (assujettis au « 1 % logement ») ?

Être dans mon monde avec des gens différents

LO : « Et qu'est-ce qui vous avait donné envie de venir habiter ici ? »

Nana : « Parce que c'était quelque chose de nouveau, je crois. Comme une création d'une nouvelle façon de vivre. (...) Alors, ça m'a intéressé, c'était passionnant, quoi. (...) Y'avait déjà Vaulx-en-Velin de construit et puis à Paris aussi. Y'avait déjà des quartiers pour rassembler les gens, mais plutôt les plus pauvres, les travailleurs, etc. Ici, ce qui m'a intéressé, c'est que c'était un quartier mixte. Y'avait une certaine mixité sociale. Donc j'y avais ma place. Moi, j'habitais dans le 6ème⁷ avant. (...) Moi, je suis venue à la Duchère parce que c'était un quartier mixte et que j'estime que c'est nécessaire à la vie d'une ville pour le coup d'être mixte, de réunir toute la société française, quoi. (...) Finalement, je voulais tellement habiter un quartier mixte, j'ai choisi les Érables qui étaient en train de se construire. Au début, je pensais rester dans mon milieu et m'installer à Balmont. Et puis quand on m'a montré cette barre là, je me suis dit voilà c'est ça que je cherche. Être, en restant dans mon milieu, mon monde, enfin voilà, dans un quartier avec des gens différents, quoi. »

Analyser une vie sociale sans être sociologue de métier

« Sur l'amour que les gens portent à un quartier (...), je pense que les relations sociales qui existent, même si beaucoup de gens ont juste leurs voisins, etc., y sont pour quelque chose. Je n'en sais rien. (...) Ça dépend des endroits. Il ne faut jamais généraliser. Je m'en suis aperçue hier où on avait la fête de l'immeuble là. Donc on a fait un pot, la partie copropriété des Érables. Et j'ai pas mal parlé avec un monsieur qui est assez engagé dans le quartier, il vient au GTI. Et il m'expliquait qu'il a acheté un appartement y'a deux ans. Avant, il était locataire dans l'autre partie des Érables. Et il me disait que le mur ça avait posé de gros problèmes. Le mur a été établi parce qu'au début les Érables étaient d'un seul tenant, le hall était encore plus beau évidemment. Et puis y'a plus de dix ans, y'avait de l'insécurité dans l'immeuble, des gosses qui rentraient. On s'est dit qu'il fallait mettre plus de sécurité. On a pensé mettre un code, la fermeture qu'il y a actuellement. Il fallait aussi se fermer à l'autre partie de l'immeuble parce que dans la délinquance, y'avait des gosses de là-bas. Donc on ne pouvait pas fermer l'immeuble sans faire ce mur, quoi. Et je me suis aperçue y'a pas longtemps que les gens continuent à vivre ce mur comme le mur de Berlin.

Et mon ami H. me disait hier soir que le mur a justement été construit au moment de la démolition du mur de Berlin. Mais ça a marqué les gens, ils en parlent encore. C'était le mur de Berlin qu'on refaisait alors qu'on fêtait la démolition de l'autre. Et je lui parlais des relations. Et il me disait que la relation entre les gens était complètement différente là-bas qu'ici. Parce qu'entre habitants, ici, comme on paye, c'est les habitants qui décident. Par exemple, on se fait garder l'immeuble les nuits et les week-ends ; quand y'a des réparations à faire, c'est nous qui les payons. Là-bas, ils sont soumis à leur propriétaire. Donc ils ont de toutes autres relations. Il me disait par exemple, ici, c'est sympa on parle. Mais là-bas, on a des relations de voisinage encore plus importantes. Il me disait on a besoin d'un kilo de farine, on va demander au voisin. Il me disait qu'ici, on n'a jamais vu faire ça. Je lui disais que si, moi il m'était arrivée de demander du sel. Il m'a dit : "oui, mais c'est rien par rapport à ce que j'ai vécu de l'autre côté du mur, quoi". Donc c'est très intéressant de voir que dans les mêmes appartements, les mêmes distances avec les Centres commerciaux, du moment où ce n'est pas le même statut les relations ne sont pas les mêmes. (...)

Alors ça m'intéresse beaucoup parce que dans le GPV, il est question de mixité. Vous avez entendu

⁷ Arrondissement bourgeois de Lyon.

[le Directeur du GPV] l'autre jour au GTI : un petit immeuble de trois étages, avec 15 % de... (rires) Il est complètement fou. (...) Moi, je vais essayer de les faire réfléchir un peu. Parce que nous, on a ça sur le même immeuble, donc des allées qui ne sont pas balayées de la même manière. Les habitants voient bien tout près qu'ils sont moins bien traités parce que y'a moins d'argent, qu'ils ne sont pas les maîtres de leurs affaires. Quand le gardien de là-bas est malade, il est encore malade pour un mois paraît-il, il n'est pas remplacé. Ça peut durer six mois. De temps en temps, on paye un balayeur qui vient. Quand on a fait garder ici, y'avait une manifestation de jeunes, enfin y'avait des jeunes qui voulaient casser, ils se sont aperçus que c'était gardé ici. Ils sont allés casser à côté. Les grandes vitres, hein. Les gens voient bien qu'il y a une différence. Ils ont beau habiter pareil, ils ne sont pas traités de la même manière que nous nous traitons nous en fait. Parce que eux, ils sont traités, et traités un peu au rabais. Ils disent tout le temps d'ailleurs "nous, les pauvres". Ils disent à la factrice "ah oui, vous avez commencé par les riches". C'est toujours ça. Ils le sentent bien plus que les barres en face par rapport à nous, quoi. (...)

Je me dis que les gens qui ont des idées pareilles au GPV n'ont rien analysé d'une vie sociale, quoi. Sans être sociologue de métier, quoi. S'ils veulent écouter, mais l'ennui c'est que maintenant ils ne veulent plus écouter. »

(Nana, entretien juin 2003)

Le récit de Nana montre comment elle enquête sur la vie quotidienne dans son immeuble, au gré des circonstances et dans le cadre d'échanges réguliers et ordinaires de la vie sociale (une discussion avec un habitant lors de la fête des voisins ou avec la factrice, une réunion du GTI). Mais cette observation ne se fait pas sans pressentiment. Nana mobilise ici son intention historique personnelle : vivre l'expérience de la mixité au quotidien. Au moment de son installation, elle n'a pas choisi de vivre dans un immeuble à Balmont : à l'époque, ce sous-quartier ne regroupe que des copropriétés et des immeubles réservés aux fonctionnaires. A l'inverse, les Érables sont situés à quelques centaines de mètres des HLM du Plateau et du Château. Cette intention historique, « être (...) dans mon monde (...) avec des gens différents », lui permet de maintenir l'éveil sur l'état des sociabilités. Nana a investi la mixité sociale d'une qualité particulière : des relations doivent exister entre les différentes catégories sociales. Or, les nouveaux aménagements de la barre (le « mur », le « code », la « fermeture ») empêchent ces relations. Les habitants de cet immeuble restent dans « [leur] monde », entre locataires ou copropriétaires. En outre, le sentiment de discrimination des locataires et la volonté de « protection » des copropriétaires n'engagent pas les deux parties à nouer des relations. Aujourd'hui, le retour sur l'expérience des Érables, mobilisant à la fois des aspirations historiques et une observation de sa quotidienneté, permet à Nana de poser le problème du démantèlement des liens de sociabilités que risque d'engendrer le GPV. Le plan prévoit alors la construction sur un même immeuble de logements HLM, de logements intermédiaires et de logements en copropriété.

Prolonger son intention historique d'ouverture, de « vivre (...) avec des gens différents », aujourd'hui, quand un « mur » sépare les « chez soi », consiste pour Nana à circuler dans le monde

des « autres ». Elle choisit des observateurs *ad hoc* de ce monde et de ses recoins (la factrice et le voisin qui lui donnent des détails sur les sentiments des locataires). L'observation du quotidien est précaire, c'est-à-dire partielle et fugace. Sans ces observateurs, elle n'a accès qu'aux événements les plus visibles, ceux qui font momentanément l'actualité (les portes vitrées cassées en l'absence de gardien). Avant la conversation avec son voisin, Nana était loin de se douter que les ressentiments des locataires vis-à-vis du mur et des copropriétaires qui l'avaient fait construire étaient intacts depuis 1989.

Nana traverse le mur via ces médiums. Elle rend poreux les territoires du « chez soi ». Elle circule dans la vision de « l'autre », du mur vécu comme une protection à un mur vécu comme une stigmatisation. Elle s'active ainsi à faire communiquer les deux espaces qui apparaissent parfois comme irrémédiablement séparés et à brouiller les statuts sociaux de l'habitat. La vigilance ne renvoie pas à une qualité de locataire ou de copropriétaire, en bref à une présence dans le « chez soi ». Comment vit-on « dehors », dans le monde des « autres » ? – , telle semble être l'épreuve de vigilance de Nana. C'est à partir de cette épreuve qu'elle peut donner l'alerte. Le problème de la mixité sociale tel qu'il se pose pour les locataires des Érables devient un problème commun, valable pour l'ensemble du projet urbain à définir pour la Duchère.

1.3 Prises de parole publiques

Cette cartographie donne à voir une diversité de formes de présence critique dans le quartier. La vigilance implique une présence tissée d'attachements pratiques (ce que font les habitants dans le quartier), affectifs (ce qu'ils aiment à la Duchère) mais aussi idéologiques (ce qu'ils pensent du quartier, de ce que devraient être un quartier et la gestion de la ville). Cette force critique, les habitants la revendiquent lorsqu'ils disent qu'ils occupent le quartier, qu'ils s'en occupent et qu'ils ont cette présence à tenir à travers le GTI. Les participants interpellent les pouvoirs publics, font valoir la pluralité de leurs compétences et la légitimité de leurs interventions. Dans l'extrait de réunion suivant, la dispute avec les acteurs institutionnels porte précisément sur les formes de prises de parole attendues dans la démocratie locale.

L'ordre du jour est consacré à « la propreté sur les espaces publics ».

Céline (à l'animation): « Alors, la propreté sur les espaces publics. Est-ce que y'en a qui ont des remarques à faire sur ce sujet là ? »

Michelle : « Alors au Château, c'est dégueulasse ! »

Janie : « Ah, oui, c'est vrai, les parties communes ne sont pas nettoyées. Contre le mur de l'allée, y'a un acacia qui pousse, il est déjà plus haut que l'allée. Donc, quand est-ce qu'on va venir l'enlever ? C'est dans un état déplorable. Les papiers, je ne vous en parle

pas, les cannettes de bière qui traînent. C'est très très très sale. »

Robert : « Et ça relève de qui ? »

Janie : « Tout autour du bâtiment, ça relève du propriétaire. A savoir qu'avec AOTEP y'a jamais moyen d'avoir de l'entretien de fait. Aux escaliers, y'a toujours pas de poignée aux portes. Trois ans qu'on n'en a pas. Si un jour y'a le feu... »

Michelle : « Et l'encombrant n'a pas été vidé il y a je ne sais pas combien de temps. »

Le Directeur du GPV : « Donc, deux trois éléments d'information, c'est vrai le parking est privé, il appartient à AOTEP. (...) On a travaillé avec les élus et AOTEP pour qu'ils réinvestissent leurs bâtiments et mènent des travaux d'aménagement de proximité. »

Michelle : « Toutes façons, AOTEP ils ne veulent rien faire à la barre. Alors... »

Janie : « Par rapport au logement, c'est vrai aussi, y'a plein de logements libres, y'a des gens qui font des demandes, on n'a même pas la politesse de leur répondre oui ou non. »

Michelle : « Moi, ça fait deux ans que ma boîte aux lettres est cassée, ils ne l'ont même pas remplacée. »

Adjoint en charge de la propreté : « Non, mais essayons d'être constructif, pour sortir un peu en dehors du quartier, honnêtement je ne trouve pas qu'on soit dans un quartier qui est poubelle au niveau propreté, (...) à moins de vouloir la propreté suisse de partout. Autrement, si on descend à Vaise, si on va rue de la Ré, si on va avenue Berthelot, vous verrez que c'est ni plus propre, ni plus sale. Non, arrêtons quand même, le nettoyage se fait. » (...)

Christophe (un habitant qui marche avec des béquilles) : « Oui, moi je voudrais bien savoir quand est-ce que vous allez réparer les trous sur les parkings au Plateau, parce que moi quand il pleut c'est toute une histoire. Je suis obligé de changer quatre fois par jour mes chaussettes. Et puis je peux glisser moi et m'assommer. »

Le Directeur du GPV : « Pour faire un lien avec ce qu'a dit le Principal du collège tout à l'heure, faisons attention à ce que ce ne soyons pas nous, qui, en interne, portons la mauvaise image. De dire que le Collège Schoelcher est un mauvais collège, c'est les parents des élèves de ce collège, qui le disent le plus, donc au bout d'un moment ça laisse des traces. De dire que la Duchère est un quartier poubelle, si c'est les habitants de la Duchère qui le disent, ça laisse des traces à l'extérieur. Moi, je suis d'accord, la Duchère n'est pas un quartier poubelle. C'est un quartier qui est entretenu à peu près comme tous les autres quartiers. Parce que quand on va dans d'autres quartiers, on n'a

pas ce discours là. » (...)

Nesrine, émue, au Directeur du GPV : « Quand vous dites Monsieur que le collège, ça sort des parents qui disent que le collège, il est pas bien, il est ci... Moi, je vous dis parce que ça fait plus de vingt-six ans que j'habite la Duchère, et on est un groupe de parents et on s'est battu pour que nos enfants soient au collège. Donc, il faut savoir déjà pour les parents qui ont mis leurs enfants au collège, qu'est-ce qui s'est passé ? A l'intérieur du collège, qu'est-ce qui s'est passé ?

Alors, là on parle du quartier, c'est vrai les parkings, y'a des trous, et donc faut faire en priorité les parkings. C'est pas nous qu'on dit que le quartier, il est sale, parce qu'avec tout ce qui se passe et tout... »

Christelle : « Oui, je voudrais savoir si on a déjà vu un quartier couvert de cartons de pizza comme le nôtre sur la Place du Plateau ? » (...)

Adjoint chargé de l'éducation : « Je voulais tous vous inviter à venir au premier conseil de quartier donc lundi à la salle des Bleuets. (...) Ce que j'aimerais que ce conseil de quartier devienne, c'est un lieu d'échange, de débat et un lieu de tentatives de trouver des solutions, mais si il y a un conseil de quartier, j'avais envie de dire, c'est pas une épicerie, je n'aimerais pas que le conseil de quartier soit l'endroit, une espèce de mur des lamentations. Ce que je voudrais dire c'est que même, enfin bien sûr quand y'a des choses qui ne vont pas, il faut les dire. Mais quand y'a des choses qui ne vont pas, il ne suffit pas de les dire comme s'il appartenait toujours à quelqu'un d'autre de les résoudre. (...) Et il faudrait que nous choissions [les problèmes] qui sont importants pour la collectivité, et ceux qui le sont moins (...). »

Nadia : « Je voudrais dire que cela ne vient pas seulement des habitants, mais aussi des pouvoirs publics et des élus. (s'adressant à l'élue) Vous magnez aussi la langue de bois, et vous vous renvoyez la balle, vos responsabilités. (...) Parce que souvent on a l'impression que vous nous écoutez, mais rien du tout, vous nous noyez dans des théories, nous qui sommes..., on ne les comprend pas. Ça serait bien de prendre en considération les habitants de la Duchère dans ces conseils. Et ça aussi, faut pas dire "ça ça se passe ailleurs, alors taisez vous, acceptez cette réalité". Ne nous comparez pas trop Monsieur il y a une dure réalité ici à la Duchère. »

Adjoint à l'éducation : « Je ne crois pas avoir dit à personne de se taire, premièrement, et je ne me permettrais pas de le faire (...). »

Nadia : « Vous nous aviez promis pour la maternelle, l'année dernière une poubelle. Elle a été installée un an après. »

Adjoint à l'éducation : « Mais je vous rassure, y'a pire

que ça. »

Nadia (excédée) : « Ne nous dites pas à chaque fois, y'a pire que ça. Répondez à nos questions sans nous

dire y'a pire que ça. Nous renvoyez pas à regarder les autres. »

(Réunion du GTI, novembre 2002)

Affirmer des paroles protestataires

Au cours de cette réunion, à l'exposé des plaintes des habitants, les élus et le responsable du GPV reprochent aux participants de se référer à une « image » du quartier, c'est-à-dire à une construction irraisonnée et non pas au réel. Les interventions des habitants opposent à ces commentaires leur expérience concrète. Les épreuves de vigilance que racontent les participants s'incarnent ici dans des contextes d'expérience mobilisant la vue : les habitants voient les saletés, les signes d'un mauvais entretien des parties collectives des immeubles et des espaces publics. Ils situent précisément les zones de saleté, là où l'entretien est défaillant. Cette observation est inhérente à leur pratique quotidienne des espaces (quand ils vont chercher leur courrier dans la barre HLM du Château, traversent les parkings ou la grande place du Plateau, quand ils ont des enfants qui vont au collège).

Émue, Nesrine reproche ce soir-là au Directeur du GPV de nier cette expérience, de réduire sa propre expérience du quartier depuis vingt-six ans à l'insignifiance : dire « tout ce qui se passe » finalement ne compte pas aux yeux des élus et des techniciens. L'intervention du responsable du GPV et celle de l'adjoint chargé de la propreté (puis, plus loin celle de l'adjoint à l'éducation) entendent en effet stopper la litanie des habitants qui égrainent les désagréments (« arrêtons quand même »). D'une certaine façon, il s'agit pour eux de couper la parole aux habitants : ils reprochent bien à ces derniers de « dire que la Duchère est un quartier poubelle ». Nadia s'oppose à la critique de l'adjoint à l'égard du GTI qu'il semble percevoir, à l'issue de ce débat, comme « un mur des lamentations ». L'élu se défend de vouloir empêcher de parler qui que ce soit. Il n'empêche, pour Nadia, lui proposer d'adopter un point de vue dégagé du quartier, peut-être « objectif », pour relativiser la situation de la Duchère, c'est tenter de la faire taire. Cette position d'extériorité devrait la conduire à l'impassibilité. Elle invaliderait ainsi d'emblée les plaintes des habitants et contraindrait alors la parole publique. Ce que défendent Nadia et Nesrine ce soir-là, et ce que manifestent les habitants réunis, c'est une *prise de parole* telle que l'a définie Michel de Certeau :

« Certes, la prise de parole a la forme d'un refus. Elle est protestation. (...) [C'] est sa fragilité que de ne s'exprimer qu'en contestant, de ne témoigner que du négatif. Peut-être est-ce également sa grandeur. Mais en réalité, elle consiste à dire : "je ne suis pas une chose". (...) Si donc celui qui se met à parler nie les normes au nom desquelles on prétendait le censurer, ou les institutions qui voudraient utiliser une force apparemment déliée de toute appartenance, il entend bien poser une affirmation. » (de Certeau, 1994 : 41)

« Je ne suis pas une chose », les habitants ne disent rien d'autre lorsqu'ils refusent le déni dont fait part l'équipe municipale à l'égard de leur parole et de leurs analyses : « il y a une dure réalité à la Duchère », elle doit être entendue et prise en compte. Les habitants font littéralement émerger les salissures et les dysfonctionnements dans le débat public quand les élus voudraient les « noyer » et contenir les prises de parole. Ainsi, lorsque les témoignages précédents n'ont pas suffi, Christelle fait sortir un détail de plus – les cartons de pizza – qui vient s'ajouter là comme une nouvelle pièce au dossier à charge contre les services de nettoyage. Ainsi rendues visibles, ces salissures viennent dénoncer l'inégalité de traitement dont pâtit le quartier et mettre à mal l'image d'une Duchère entretenue « à peu près comme les autres quartiers » du centre ville. Le GTI doit recueillir ses protestations ; continuer à dire qu'un an pour obtenir une poubelle c'est beaucoup trop long, c'est affirmer la présence des habitants dans le débat public. La vigilance se supporte de ces voix protestataires. L'enjeu de ces prises de parole est bien d'*affirmer* leur vision d'un « bon » ordre des choses, d'une « bonne » gestion du quartier et de la démocratie locale.

Refuser la sanction des voix faibles

Ce refus du déni de parole se double d'une contestation des règles de la démocratie représentative qui censure les voix faibles. Pour Nadia et Nesrine, les expériences singulières, les observations de chacun doivent pouvoir être exprimées au GTI. Les réunions doivent interroger et donner à voir « ce qui s'est passé » pour chacun. Les principes du Conseil de quartier sont critiqués. Prendre en compte le point de vue de la majorité, c'est gommer les expériences singulières. Dans un extrait d'entretien cité précédemment, Nana évoquant les liens de voisinage dans le quartier disait qu' « il ne [fallait] jamais généraliser ». Le suivi du quotidien ne réside pas dans un point de vue général, panoramique – c'est-à-dire ne saisissant que les situations massivement vécues dans le quartier, les éléments les plus saillants –, mais dans une capacité du GTI à s'ouvrir et à collectionner différentes perceptions des situations dans le quartier (celle d'une mère d'un collégien de Victor Schoelcher, celle d'un habitant handicapé du Plateau, celle d'un demandeur de logement, etc.). La vigilance s'édifie à travers cette collection d'observations, de points de vue singuliers.

Refuser l'abandon

En outre, le refus des habitants qui se manifeste à travers cette réunion est aussi refus de l'abandon. Les récits des expériences sensibles basculent vers une condamnation morale des responsables et laissent planer la menace : « y'a toujours pas de poignée aux portes, (...) si un jour y'a le feu... »,

avec « les trous sur les parkings, (...) je peux m'assommer ». La qualification des problèmes dans cette réunion du GTI renvoie à un état d'abandon des immeubles et des espaces collectifs (un acacia qui pousse inexorablement dans une allée, des boîtes aux lettres qui restent cassées pendant des années, des encombrants et des cartons de pizza qui s'entassent). En faisant part de ces observations, les habitants racontent et dénoncent une expérience de l'abandon. La trame narrative de la discussion en réunion du GTI généralise l'état d'abandon du quartier : ce n'est pas seulement les locataires d'AOTEP qui sont concernés, c'est aussi les habitants qui fréquentent la Place publique du Plateau, et même les demandeurs de logements à qui le bailleur ne donne pas suite. Les habitants pointent des défauts de « maîtrise » : les bailleurs ne sont plus présents sur leurs espaces et les habitants n'ont plus de prise sur ces responsables puisque ces derniers ne répondent pas à leurs réclamations. L'exaspération des habitants constituée au fil du temps traduit et dénonce une forme d'impuissance politique. C'est cette même impuissance qui était dénoncée plus haut par Nana concernant les locataires des Érables :

« Les habitants voient bien (...) qu'ils ne sont pas maîtres de leurs affaires. Quand le gardien de là-bas est malade, (...) il n'est pas remplacé. Ça peut durer six mois. (...) Les gens voient bien qu'il y a une différence. Ils ont beau habiter pareil, ils ne sont pas traités de la même manière que nous nous traitons nous, en fait. Parce que eux, ils sont traités, et traités un peu au rabais.»

Elle met en cause l'inégal accès à la scène publique de protestation. Le titre de propriété ouvre un droit à la parole à travers le syndic des copropriétaires, quand les locataires, eux, restent impuissants, sans voix au chapitre. Ils restent l'*objet* des gestionnaires. En ouvrant un espace pour la protestation, le GTI permet aux locataires de manifester une capacité à se mêler de « leurs affaires », c'est-à-dire de ce qui les concerne mais qui jusque-là n'était officiellement que l'affaire de leur propriétaire. L'enjeu est bien là encore de défendre l'existence d'une parole publique. Si, comme le note Jean-François Laé, « parler à voix haute n'a de sens qu'à condition d'avoir un interlocuteur présent et fiable », le GTI doit tenir la place, faire vivre le débat public en continuant à confronter donneurs d'alerte, responsables directs, et tiers-partie comme les élus, susceptibles de faire pression sur les bailleurs. Être abandonné, c'est se trouver privé d'interlocuteur. Lorsque les bailleurs ne répondent pas aux plaintes des locataires, lorsque les élus manient la « langue de bois », ils ne sont plus des interlocuteurs. La vigilance consiste à rappeler l'existence des habitants aux gestionnaires mais aussi à faire de ces derniers des interlocuteurs, c'est-à-dire à réclamer des réponses, du répondant à leurs *prises de parole*.

1.4 La proximité par-delà la rhétorique politique

La proximité n'est pas une affaire de rhétorique politique au GTI : elle induit une série d'épreuves pour les habitants. A travers celles-ci, il s'agit de « s'occuper de la Duchère », de rester présent au quartier. Cette recherche amène à reconsidérer le rapport au monde spécifique qui peut se déployer à travers ce type d'engagement dans la localité et son potentiel politique fort. Le GTI déplace les formes de la participation instaurées dans les espaces de la « démocratie participative » institués. Et il invite aussi le chercheur à revoir les traditions normatives (Neveu, 2004) qui ont défini un idéal du citoyen détaché pour prendre au sérieux ces « autres manières d'agir dans la cité » (Ion, 2001).

Le quartier comme *milieu de vie*, la façon dont les habitants l'appréhendent et le parcourent, la manière dont ils s'enquêtent des problèmes, doit faire l'objet d'une attention de premier ordre pour la sociologie lorsque celle-ci se propose d'analyser les *lieux* de la démocratie locale. Ce *lieu*, c'est d'abord le quartier. La critique publique au GTI passe par des pratiques d'observation situées des habitants qui constituent la *vigilance*.

Leur droit à la parole, leur capacité à l'expertise des phénomènes, les habitants estiment les tenir de leurs ancrages localisés. Ils *vivent* dans le quartier avec toutes les résonances que cette *vie* peut convoquer : c'est expérimenter un milieu, mais aussi y ressentir les échos d'autres expériences faites ailleurs – à d'autres échelles, dans divers champs, à différents moments –, et qui viennent alimenter l'enquête sur ce que l'on voit et perçoit ici et maintenant ; c'est aussi se mettre à l'écoute des cohabitants, prêter attention à leurs problèmes. La *vigilance* réhabilite ainsi une forme d'engagement qui se déploie à même l'expérience ordinaire du quartier : de la sorte, le GTI valorise une participation qui se trouve à la portée de tout un chacun, mobilisant le corps et les affects.

Le GTI emprunte à des registres hétérogènes de l'action publique : manifestation avec banderole et porte-voix, mais aussi litanie de plaintes singulières en réunion. Le GTI organise par exemple avec les démolitions des réunions spécifiques appelées « groupe des délogés » où les locataires sont invités précisément à exprimer des problèmes individuels. Leur enquête cherche là à opérer une « montée en singularité ». Les plaintes touchent à l'intimité d'histoires familiales douloureuses, aux problèmes de santé ou de handicap, ravivés par la démolition. L'attention portée à chaque cas, permet de recueillir et de faire remonter aux bailleurs des détails incomparables sur les situations quand les agents qui prennent en charge les relogements ne recueillent que des informations sommaires.

Au final, l'activité du GTI rend la catégorie d'habitant bien polyvalente. L'habitant est celui qui enquête et discute, à la fois de l'entretien du palier, mais aussi de la politique sociale en faveur des

« banlieues », de la politique d'immigration lorsque le collectif s'alarme de la situation de sans-papiers hébergés à la Duchère, ou encore des conflits internationaux quand une église ou une synagogue sont incendiées dans le quartier⁸.

2. Les ressorts du public

Nous soulignerons dès lors deux ressorts principaux à la constitution du public suscitée par la vigilance au GTI⁹.

2.1 Sensibilité

L'expérience publique repose d'abord sur une capacité des habitants à être affecté par ce qui se passe, et plus encore, sur la possibilité de maintenir les affects dans le temps au-delà de la situation qui a produit le trouble (Quéré, 2002, 2003). À la Duchère, le processus de composition du public peut compter sur ceux qui disent s'être « toujours occupé de la Duchère » depuis les années pionnières. Ceux-ci entretiennent la cause de la ville nouvelle et par là, la continuité de leurs affects. Cela les rend particulièrement sensibles aux troubles, même les plus ténus (par exemple, un digicode ou une barrière susceptibles de porter atteinte aux sociabilités). Il faut ici souligner la longévité (pour ne pas dire la ténacité) du GTI qui en fait une figure exemplaire dans la politique de la ville : sans statut associatif, sans financement, le collectif se maintient avec une réunion par mois depuis 1986.

Les pionniers doivent aussi amener le public plus large des habitants à être affecté en diffusant ces récits du quartier exemplaire à préserver. Nombre d'entre eux ont témoigné dans un livre d'histoire locale réalisé à l'occasion de l'anniversaire des 30 ans de la Duchère, une manière de patrimonialiser (Micoud, 2004) les multiples ressources du quartier et d'inviter les lecteurs-habitants à poursuivre l'expérimentation de la ville nouvelle¹⁰. En réunion publique, les récits hagiographiques

⁸ Le GTI participe à l'organisation d'une marche silencieuse après l'incendie volontaire de l'église de la Sauvegarde en novembre 2006.

⁹ Selon Dewey, le public se constitue avec la perception d'un trouble (il se passe quelque chose, plus loin, quelque chose ne va pas) ; puis, le problème en cause et ses effets sont identifiés. Ce public, passif, devient actif dès lors que les personnes se rassemblent, identifient un intérêt à réguler collectivement le problème et formulent des propositions (Dewey, 2003).

¹⁰ L'ouvrage *30 ans de vie à la Duchère, les mémoires d'un grand ensemble* fait la part belle aux récits d'emménagement des premiers habitants – ceux qui sont venus volontairement à la Duchère, mais aussi ceux qui étaient auparavant mal logés au centre ville –, aux histoires des militants et des acteurs des équipements. Il fait un inventaire des ressources du quartier. La conclusion de l'ouvrage de 1993 est une invitation pour le futur : « La Duchère vit avec ses trente ans une période charnière. Une génération de militants est en train de prendre une retraite bien gagnée, de nouvelles bonnes volontés se manifestent. (...) La relève s'impose, (...) ceux qui vont venir écriront à leur tour d'autres pages, nourries de leur expérience ». (Schwartz, 1993)

apparaissent comme une façon d'affecter le public. Ainsi, les pionniers font régulièrement valoir les aspects positifs de la cohabitation avec des habitants issus de différents milieux comme une qualité du site. C'est une ressource aujourd'hui pour les pionniers qui tentent de maintenir la perspective d'un vivre-ensemble possible en mixité sociale, lorsque des « habitants » disent parfois en réunion qu'ils déménagent pour scolariser leurs enfants ailleurs, ou lorsque l'argument est utilisé par les élus pour justifier le plan de démolition.

Garantir la sensibilité du public, c'est aussi prêter attention aux préoccupations des habitants qui se manifestent *ici et maintenant*, à partir des modalités mêmes de fonctionnement du GTI. Les animateurs expliquent que « le GTI, ça tourne, ça fait le tour des petits quartiers ». Les réunions sont en effet organisées alternativement dans les différents îlots qui composent la Duchère. Cela permet de collecter les problèmes propres à chaque sous-quartier et de recueillir régulièrement la parole des habitants qui ont des difficultés à se déplacer ou encore, les réunions ayant lieu en soirée, qui craignent de sortir loin de chez eux à une heure tardive. De plus, si chaque mois une question principale est à l'ordre du jour, les animateurs veillent à ce que les habitants aient toujours du temps en fin de rencontre pour s'exprimer sur des questions qui n'étaient pas au programme. Les invitations aux réunions envoyées aux habitants annoncent systématiquement des « questions diverses », qui sont souvent des problèmes relevant du quotidien.

2.2 Plasticité

Cette sensibilité aux moindres soubresauts du quartier autorise une plasticité des publics. Ceux qui sont constitués au GTI sont parfois partiels et éphémères. Par exemple, après l'annonce des démolitions, le GTI suscite la création de plusieurs collectifs d'immeubles qui organisent une manifestation en pied de bâtiment, rencontrent les bailleurs et les élus pour contester le bien fondé des décisions de démolir ; ces collectifs sont aussi amenés à suivre les délogements et les relogements des locataires des immeubles concernés.

Ces publics sont toujours susceptibles de se recomposer au gré des événements et des expériences des habitants. Ils se constituent cahin-caha comme en témoigne par exemple la chronique de l'automne 2005. Au cours de la réunion de rentrée du GTI en septembre, des participants disent ressentir une certaine coupure entre « les militants associatifs » et les habitants les plus défavorisés du quartier. Le GTI est lui aussi mis cause : les classes populaires y sont moins présentes. Le groupe réfléchit aux moyens de remédier à cette distance. Suite à cette première discussion, lors de la réunion du mois d'octobre, le collectif décide d'organiser un événement fédérateur : une marche aux

flambeaux dans le quartier, la veille de l'implosion d'un immeuble HLM, la 210 (une partie de l'emblématique « barre des mille » du Plateau). Le parcours longe ce bâtiment mais aussi le 260 en cours de « grignotage » depuis plusieurs mois. Le GTI entend ainsi manifester sa protestation contre les démolitions et sa solidarité avec les personnes expulsées de leur logement. Des tracts sont distribués sur les marchés et dans les cages d'escalier pour appeler largement à la manifestation. A l'issue de la soirée, les animateurs du GTI sont satisfaits de l'opération : « les gens sont là », « ils sont venus de tous les coins du quartier, ça c'est génial », « le GTI a repris contact avec le quartier ». Environ, deux cents personnes se sont déplacées.

La réunion du mois de novembre est l'occasion de faire un bilan de cette manifestation. Les habitants se réjouissent du fait que la population maghrébine se soit déplacée à la veillée, mais regrette l'absence des jeunes garçons. Cette réunion a lieu alors que le pays connaît des émeutes urbaines. La Duchère reste en apparence calme. Mais un des animateurs du GTI, Bruno, est inquiet. Il transmet ce que des habitants lui ont dit : « vous faites des manifestations pour les immeubles, vous feriez mieux d'en faire pour les jeunes qui pour l'instant sont poursuivis par la police ». Il dit sentir des tensions. Une habitante, Camille, partage son sentiment, elle explique à son tour avoir été alertée par des jeunes des comportements irréguliers et violents des policiers (contrôle au faciès, arrestations musclées). Le collectif interpelle un élu municipal présent à la réunion : il dit ne pas avoir de pouvoirs sur la police nationale mais promet de s'informer auprès du commissariat.

Au cours du mois de novembre, un reportage sur le quartier est diffusé dans l'émission 7 à 8 de TF1. Le document montre notamment une scène de violence policière, filmée en caméra cachée. A la réunion du GTI de décembre, un animateur fait un bilan de cet automne 2005 :

« Il y a sans doute une vraie question : est-ce qu'on discute suffisamment de façon inter-générationnelle, inter-ethnies tout ce que vous voulez dans ce quartier ? (...) Ça m'a fait tilt de voir ce reportage. On avait parlé en réunion des comportements [de violences policières], mais le 26 octobre je n'avais pas encore senti qu'il y avait quelques chose d'encore plus nerveux que ce que je croyais être. »

Avec Camille, il décide d'organiser des temps d'échange autour du reportage avec des habitants. La réunion de décembre est exclusivement consacrée à la jeunesse. Les animateurs ont invité des « jeunes » ; deux sont présents. La discussion donne lieu à un texte de deux pages intitulé « Jeunes à la Duchère », qui décrit les problèmes de la jeunesse et formulent des propositions. Les violences policières y sont dénoncées ; ce texte est envoyé aux institutions intervenant dans le quartier.

Cette courte chronique de l'automne 2005 donne à voir toute la vertu solidarisatrice de la critique du GTI. Le caractère insupportable des démolitions et des violences policières a mis en mouvement les animateurs. La veillée a rassemblé nombre d'habitants le temps d'une soirée ; la projection-débat a

donné à voir aux personnes réunies des problèmes qu'elles ne pouvaient pas soupçonner jusque-là si elles n'avaient pas été elles-mêmes alertées ou témoins de ces violences. L'élan de solidarité en direction des « jeunes » est prolongé par la réunion du mois de décembre.

Le processus de formation du public ne peut se réduire à la capacité qu'ont les animateurs du GTI à endosser d'emblée le point de vue de « l'autre », ce qui est un principe de base de la définition de l'intérêt général dans la démocratie représentative. La principale vertu des travaux qui s'inspirent de la théorie pragmatiste est de montrer que le public se forme par l'enquête, par des rapprochements effectués à tâtons, jamais gagnés d'avance. Au GTI, la vigilance se traduit par des scrupules. Avoir des scrupules, c'est toujours se retourner ; c'est bien une tentative de « compter » toutes les parties, de n'oublier personne d'entre ceux qui se trouvent en difficulté dans le quartier. Les rencontres mensuelles rassemblent les habitants ; ils tentent bon an, mal an, de faire l'expérience des « autres » ou de s'en approcher, de prêter attention à leurs concitoyens, et ainsi d'explorer les horizons de la collectivité. Ce souci des « autres » notamment de ceux qui ne viennent pas au GTI se donne particulièrement à voir en direction des « jeunes » : depuis les années 90 et l'assassinat d'un jeune du quartier par un policier, les animateurs du GTI s'attachent à ce que la porte du collectif reste ouverte aux « jeunes » ou à leurs proches pour venir notamment dénoncer les violences policières, à défaut de pouvoir les associer de manière plus pérenne.

*

Pour conclure, il nous faut insister sur l'approche ethnographique déployée dans cette recherche. Il est important de se donner les moyens de suivre les participants dans leur multiples déplacements, sur des scènes très ordinaires, et *a priori* bien éloignées de la démocratie participative, mais qui constituent autant d'espaces où se déploie la vigilance. L'enquête a duré près de 10 ans, par entretiens, par observations de temps forts (par exemple, une grande réunion publique avec la municipalité sur le GPV). Mais nous avons aussi pris part à des moments plus ordinaires, à des interactions anodines (une discussion entre habitants dans un Centre social ou sur un marché), aux émotions parfois exprimées en voix off lors des réunions. Cette attention portée aux activités ordinaires, aux affects, permet alors de considérer comme pleinement politiques des pratiques qui pourraient s'apparenter à des « signaux faibles » de la participation. Il s'agit par là de ne pas venir

redoubler par la recherche l'occultation dont sont victimes sur la scène publique ces activités hors du politique institué. Ces détours par l'ordinaire sont précieux au chercheur pour appréhender toute l'épaisseur et la force critique des engagements des habitants.

Aborder une catégorie – « la participation » – que l'on charge de tant d'enjeux nécessite aussi de *prendre le temps*. Celle-ci ne peut s'appréhender à travers l'observation de quelques scènes de réunions. La vigilance se soutient de ressources plus ou moins visibles, plus ou moins formalisées, et celles-ci n'apparaissent à l'ethnographe qu'au fil des épreuves dans lesquelles les habitants s'engagent. Leurs enquêtes sont sans fin, elles sont constamment reprises au gré des événements. Cette temporalité de la recherche permet aussi de cerner les moments où dans l'épreuve la vigilance vacille, où elle est mise en doute par les habitants eux-mêmes qui situent des angles morts (par exemple, leur méprise vis-à-vis des violences policières, leurs difficultés à associer durablement les « jeunes », ou encore à parler au sein des réunions du GTI du racisme). Cette dimension-là de la vigilance est essentielle : ces remises en cause leur permettent de prêter attention à des problèmes jusque-là peu perçus. Les participants au GTI réactivent alors leurs scrupules. Suivre leurs épreuves de vigilance dans le temps permet de documenter toute l'épaisseur des ressources de la participation, c'est là rejoindre « l'obsession politique » chère à Isaac Joseph de « ne pas rendre les choses compactes »¹¹.

¹¹ En suivant le sociologue, cette posture signifie décrire précisément *comment* des formes de résistance émergent : « C'est bien dans une *vie* que ces petites techniques de résistance se tissent entre elles, prennent une signification réelle. Sinon ce ne sont que des défenses de quelqu'un se trouvant acculé, dos au mur. » (Joseph. 2007b : 115-116)

Bibliographie

- CERTEAU (de), Michel, 1994, *La prise de parole*. Paris, Seuil.
- CHATEAURAYNAUD, Francis ; TORNAY, Didier, 1999, *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, EHESS.
- CHATEAURAYNAUD, Francis, 1999, « Qui est garant de la vigilance collective ? », *Environnement et société*, n°23, pp. 7-32.
- CHATEAURAYNAUD, Francis, 2006a, « Préface » in : ROUX, Jacques (coord.), 2006, *Être vigilant. L'opérativité discrète de la société du risque*, Saint-Etienne, PUSE, pp. 8-12.
- CHATEAURAYNAUD, Francis, 2006b, *Les asymétries de prise : les formes de pouvoir dans un monde en réseau*, Paris, Document du GSPR/EHESS.
- CORCUFF, Philippe, 1998, « Justification, stratégie et compassion : apports de la sociologie des régimes d'action », *Correspondances, Bulletin d'information scientifique de l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain*, Tunis, n°51.
- DEWEY, John, 1967 [1938], *Logique. La théorie de l'enquête*, Paris, PUF.
- DEWEY, John, 2003 [1927], *Le public et ses problèmes*, Publications de l'Université de Pau, Farrago-Editions Léo Sheer.
- DODIER, Nicolas, 2005, « L'espace et le mouvement du sens critique », *Annales HSS*, n°1, janvier-février, pp.7-31.
- ION, Jacques (dir.), 2001, *L'engagement au pluriel*, Saint-Étienne, PUSE.
- JOSEPH, Isaac, 2007a, « Pluralisme et contiguïtés » in : JOSEPH, Isaac, 2007, *L'athlète moral et l'enquêteur modeste*, Paris, Economica, pp. 437-459.
- JOSEPH, Isaac, 2007b, « Résistances et sociabilités » in : JOSEPH, Isaac, 2007, *L'athlète moral et l'enquêteur modeste*, Paris, Economica, pp. 111-132.
- LAE, Jean-François, 1996, « La main courante en HLM et l'événement », *Sociologie et sociétés*, vol. XXVIII, n°1, pp. 177-188.
- MICOUD, André, 2004, « Des patrimoines aux territoires durables. Ethnologie et écologie dans les campagnes françaises », *Ethnologie française*, XXXVII, 2, pp. 13-22.
- NEVEU, Catherine, 2004, « Les enjeux d'une approche anthropologique de la citoyenneté », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 20, n°3, pp. 89-101.
- OVERNEY, Laetitia, 2011, *Par-delà « la participation des habitants » : pour une sociologie des épreuves de vigilance à la Duchère*, Thèse pour le Doctorat de sociologie et d'anthropologie, sous la direction de Bertrand Ravon, Université Lyon 2.
- QUERE, Louis, 2002, « La structuration de l'expérience publique d'un point de vue pragmatiste » in : CEFAÏ, Daniel ; JOSEPH, Isaac (coord.), 2002, *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube, 2002, pp. 131-160.
- QUERE, Louis, 2003, « Le public comme forme et comme modalité de l'expérience » in : CEFAÏ, Daniel ; PASQUIER, Dominique (dir.), 2003, *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*. Paris, PUF, CURAPP, pp.113-133.
- SCHWARTZ, Annie, 1993, *30 ans de vie à la Duchère. Les mémoires d'un grand ensemble*, Lyon, École et quartier.
- THEVENOT, Laurent, 2006, *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte.
- ZASK, Joëlle, 2003, « La politique comme expérimentation » in : DEWEY, John, 2003, *Le public et ses problèmes*, Publications de l'Université de Pau, Farrago-Editions Léo Sheer, pp. 7-43.